

CONVENTION CONSULAIRE
entre la République Turque et la République Albanaise

LA RÉPUBLIQUE TURQUE

et

LA RÉPUBLIQUE ALBANAISE désirant régler l'admission dans leurs territoires respectifs de fonctionnaires consulaires et déterminer les droits, privilèges et immunités réciproques des Consuls Généraux Consuls et vice-consuls ainsi que définir leurs pouvoirs, ont résolu de conclure une Convention Consulaire et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires:

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE:

TAHIR LOUTFY BEY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Turque à Tirana:

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALBANAISE:

ILIAS BEY VRIONI, Ministre des Affaires Etrangères de la République Albanaise:

LESQUELS, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvée en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ADMISSION DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES

ARTICLE 1

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls sur le territoire de l'autre. Elles se réservent toutefois le droit d'excepter les localités qu'elles jugeront nécessaires, pourvu que cette exception soit également applicable à toutes autres Puissances.

Les fonctionnaires consulaires peuvent être de carrière et citoyens de l'Etat qui les nomme ou honoraires et citoyens de l'une ou de l'autre Partie.

En ce qui concerne les fonctionnaires honoraires, on devra avant leur nomination obtenir par la voie diplomatique l'assentiment du Gouvernement de l'Etat de résidence.

ARTICLE 2

Dans la suite, partout où dans la présente Convention il est question de "Consul", on entend par ce terme les Consuls généraux, les Consuls et les Vice-Consuls, de même par "Consulat" on entend les Consulats Généraux, Consulats et Vice-Consulats.

ARTICLE 3

Les Consuls, sur la présentation de leurs provisions, seront admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans le pays de leur résidence. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice des fonctions desdits Consuls leur sera délivré sans retard et sans frais et sur la production dudit exequatur les Autorités compétentes de leur circonscription consulaire prendront immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

ARTICLE 4

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des chefs de poste, les autres fonctionnaires consulaires seront admis de plein droit, dans l'ordre prescrit par les règlements de chacune des Hautes Parties Contractantes, à exercer par intérim les fonctions consulaires.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des chefs de poste honoraires, les Représentants Diplomatiques ou les Consuls de carrière pourront désigner une personne pour remplacer momentanément le fonctionnaire empêché absent ou décédé, avec l'assentiment du Gouvernement de l'Etat de résidence. Si la personne désignée n'est pas choisie parmi les fonctionnaires de carrière dont le caractère officiel a été déjà porté à la connaissance de ce Gouvernement.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES

ARTICLE 5

Les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire (Consuls, Vice-Consuls et Chanceliers) de carrière, citoyens de l'Etat qui les a nommés, jouiront de l'exemption de réquisition, prestation et logement militaire, ainsi que des contributions directes mobilières, ayant le caractère d'impôt personnel, imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs.

Si toutefois lesdits fonctionnaires possèdent des biens immeubles, ont des capitaux engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, font le commerce ou exercent quelque industrie ou profession, ils ne pourront prétendre sous ces divers rapports, à aucun privilège et resteront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers dans les mêmes conditions.

ARTICLE 6

Les chefs de poste honoraires seront exempts des réquisitions et logements militaires pour les locaux affectés au bureau de leur chancellerie et leurs archives, immunité dont ils seront appelés à bénéficier même s'ils sont ressortissants de l'Etat de leur résidence.

ARTICLE 7

Les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire énumérés à l'article 5, ne seront pas justiciables des tribunaux de l'Etat de leur résidence à raison des actes de leurs fonctions accomplies par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente convention.

Ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou de détention préventive sauf pour les infractions punissables, d'après la législation locale d'un emprisonnement de trois ans au moins. En cas d'arrestation ou de poursuites judiciaires, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence en informera aussitôt que possible le Représentant Diplomatique dont relèvent les fonctionnaires précités.

Ils seront exempts de la contrainte par corps, tant en matière civile qu'à l'occasion d'actes de commerce isolés (tels que la signature ou l'endossement d'une lettre de change).

Tous les fonctionnaires visés à l'alinéa premier devront déférer aux invitations qui leur seront adressées par les tribunaux de l'Etat de leur résidence à l'effet de comparaître comme témoins. Les chefs de poste de carrière pourront, s'il échet, faire valoir comme motifs légitimes, pour remise de leur audition à une date ultérieure mais peu éloignée, des empêchements résultant des nécessités urgentes de service.

Tous les fonctionnaires visés à l'alinéa premier pourront se refuser à déposer sur tous les faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions, à produire des papiers, documents ou registres dont ils seraient détenteurs ou à se dessaisir de ces papiers, documents ou registres.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés ci-dessus, les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de leur résidence.

ARTICLE 8

Les chefs de poste des Hautes Parties contractantes pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription:

CONSULAT GENERAL CONSULAT OU VICE-CONSULAT DE....

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennité publique ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront ja mais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

ARTICLE 9

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps et les Autorités locales ne pourront sous aucun prétexte visiter ou saisir les papiers, documents ou registres qui en font partie.

Ces papiers, documents et registres devront toujours être complètement séparés des livres, papiers et documents personnels ou relatifs au commerce, ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

Si un chef de poste ou un fonctionnaire du service consulaire de l'une des Hautes-Parties contractantes requis par l'Autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir des papiers, documents ou registres faisant partie de ces archives ou de les produire, se refuse à le faire, l'Autorité judiciaire ou administrative ne pourra user à son égard d'aucune mesure coercitive, toutes difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

ARTICLE 10

Les consuls et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'article 5, seront autorisés, lorsqu'ils rejoignent pour la première fois leur poste ou dans les six mois qui suivent, faire entrer sans payer de droits de douane le mobilier, les vêtements, les effets et les ustensiles de ménage leur appartenant ou appartenant à leur famille à la condition de les faire examiner cependant: Cette exception ne s'applique pas aux articles de consommation.

Seront également exempts de droits de douane les registres, papiers à en-tête, cahiers à souche, passeports, passavents, certificats, timbres et autres documents publics ainsi que tout écusson pavillon et toute fourniture officielle de bureau, expédiés pour les besoins du service à l'adresse des Consulats.

ATTRIBUTIONS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

ARTICLE 11

Les consuls sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous droits et intérêts de ces ressortissants.

A cet effet, ils pourront s'adresser aux Autorités administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités et conventions existant entre les deux pays et contre toute atteinte aux droits de leurs Nationaux. Si leurs réclamations n'étaient pas recueillies par ces autorités, ils ne pourraient avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout Représentant Diplomatique de leur Pays.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les Consuls sont assurés de trouver auprès des Autorités compétentes du Pays de leur résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

ARTICLE 12

Les Consuls, en tant qu'ils y seront autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, pourront recevoir les déclarations de naissance et de décès de leurs nationaux et célébrer les mariages de ces derniers si les deux conjoints sont de la nationalité de l'Etat dont relève le Consul.

Il est entendu que les dispositions du Présent article ne libèrent pas les personnes intéressées du devoir de faire enregistrer lesdits actes de l'état civil auprès des autorités compétentes du Pays de résidence.

ARTICLE 13

Les Consuls, en tant qu'ils y sont autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, auront le droit:

1- de recevoir, soit en chancellerie soit au domicile des intéressés ou à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront, avoir à faire les commerçants ou autres ressortissants de Etat qui les a nommés, les membres de l'équipage ou les passagers de ces navires.

2 - de délivrer à leurs ressortissants, des passeports et autres documents personnels et viser tous passeports et autres documents.

ARTICLE 14

Les Consuls, en tant qu'ils y sont autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, auront le droit:

1 - de recevoir comme notaire tous actes quelle que soit la nationalité des parties, pourvu que ceux ci aient rapport à des biens situés, à des affaires à traiter, ou à tous droits à faire valoir sur le territoire de l'Etat qui a nommé le Consul.

2 - de recevoir comme notaire les dispositions testamentaires et les contrats de mariage des ressortissants de l'Etat qui a nommé le Consul.

3 - de légaliser la signature des ressortissants de l'Etat qui a nommé le Consul.

4 - de légaliser ou traduire toutes espèces d'actes et documents émanant des autorités ou fonctionnaires de l'Etat qui a nommé le Consul.

Les actes et documents ci-dessus énumérés, ainsi que les traductions, copies ou extraits, dressés ou légalisés par le Consul, et munis du sceau

consulaire, seront reconnus dans le Pays de résidence du Consul comme documents, copies, extraits ou traductions authentiques ou certifiés tels et auront la même valeur juridique et la même force probante que s'ils avaient été dressés, légalisés ou traduits par des officiers publics ou par des fonctionnaires correspondants de Pays de résidence.

Il est entendu que la valeur et la force probante des actes sus-mentionnés s'entend, à l'égal des actes analogues provenant des notaires ou autres officiers publics du Pays de résidence, seulement au point de vue de la forme et non du fond et de la force exécutoire de l'acte ou du document.

Si ces actes ou autres documents visent des affaires devant recevoir leur exécution dans le Pays où réside le Consul, ils seront soumis aux droits de timbre et autres taxes exigés par les lois dudit Pays, ainsi qu'à toutes les autres formalités régissant la matière dans ce Pays.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité et l'expédition d'une acte enregistré à la chancellerie des Consuls respectifs ou sur l'authenticité et l'exactitude des copies, extraits ou traductions sus-mentionnés, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge nécessaires.

ARTICLE 15

En cas de décès d'un ressortissant de l'un des Etats contractantes sur le territoire de l'autre, l'Autorité locale compétente devra en aviser immédiatement le Consul dans la circonscription duquel le décès a eu lieu et lui transmettre dans le plus bref délai une expédition sans frais de l'acte de décès du défunt.

ARTICLE 16

Les questions de successions seront réglées d'après les dispositions suivantes:

1 - En cas d'ouverture d'une succession mobilière, laissée par un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les Autorités locales seront tenues d'en aviser sans retard le Consul de l'Etat dont le défunt était ressortissant; elles communiqueront en même temps dans la mesure de possible au Consul les renseignements sur les héritiers et leur résidence, sur l'existence d'une disposition testamentaire, ainsi que les mesures relatives à la conservation de la succession qui ont été prises par elles.

Si le Consul qui serait d'abord informé de l'ouverture de la succession, il en renseignera de la même façon les Autorités locales.

Les Consuls et l'Autorité locale seront tenus de coopérer à l'apposition des scellés, à la confection de l'inventaire ainsi qu'à la levée des scellés. Si toutefois le retard pourrait engendrer un danger pour l'hoirie, le Consul ou l'Autorité locale aura le droit de procéder seul à l'accomplissement des

opérations ci-dessus en informant sans délai l'autre, afin d'assurer sa coopération dans la suite.

Quant aux successions immobilières, elles sont du ressort exclusif des Autorités locales qui informeront les Consuls compétents de l'existence de ces successions.

2- Toute action relative au titre d'hérédité, au portage et à la liquidation de la succession, aux comptes à faire entre les héritiers ou légataires, sera portée quant aux successions mobilières devant les tribunaux de l'Etat dont le de cujus était ressortissant au moment de sa mort, quant aux successions immobilières, devant les tribunaux, de l'état où est située la succession immobilière.

Dans le cas où à l'égard de la succession seront présentées de la part des ressortissants du Pays de résidence ou d'un Etat tiers, des prétentions ou des réclamations fondées sur un autre titre juridique que le titre d'hérédité ou de legs, les décisions en cette matière appartiendront toujours aux tribunaux ou autres Autorités compétentes de Pays de la résidence de Consul.

Les décisions prises par un des tribunaux compétentes en vertu du présent paragraphe seront reconnues en exécutoires dans l'autre Etat.

3 - Dans le cas où, en vertu du paragraphe précédent, les tribunaux nationaux du de cujus sont compétents pour la procédure en matière successorale, les Autorités locales doivent prendre les mesures nécessaires pour la conservation de la succession et, conformément au paragraphe premier du présent article, en informer sans délai le Consul de l'Etat dont le de cujus était ressortissant.

Les mesures prises par les Autorités locales en vertu de l'alinéa précédent, doivent être levées sur la demande du Consul.

4 - Le Consul aura le droit de se faire délivrer tous les éléments de la succession mobilière dont les particuliers ou les Autorités locales seraient détenteurs aux mêmes conditions auxquelles le défunt aurait pu en demander la remise. Le Consul sera dans ce cas obligé d'assurer à la succession mobilière une administration efficace en gérant les intérêts de l'hoirie par lui-même ou en désignant un délégué pour représenter la succession en justice et hors de justice.

Il est entendu que si des ressortissants du Pays de résidence ou d'un Etat tiers sont intéressés dans la succession, le Consul ou la personne déléguée par lui seront tenus d'agir en accord avec l'autorité locale en ce qui concerne tout acte d'administration pris à l'égard de la succession.

5 - Le Consul devra garder tous les éléments de la succession mobilière pris en possession, en dépôt pendant quatre mois à compter du jour de la mort du de cujus. Le Consul pourra toutefois prélever immédiatement sur l'actif de la succession les sommes nécessaires pour payer les frais de justice, droits et taxes consulaires, frais des Autorités locales, ainsi que les frais de la dernière

maladie du défunt et des funérailles, les gages des domestiques, les loyers pour les derniers six mois et, en cas de nécessité, les frais d'entretien des membres de la famille du défunt.

Le Consul n'aura pas le droit d'expédier à l'étranger ni remettre aux héritiers ou aux exécuteurs testamentaires des objets faisant partie de la succession avant que seront satisfaites ou dûment garanties les taxes successorales et les prétentions qui lui seront présentées. Cette obligation cesse si dans les six mois qui suivront le Consul ne sera pas informé que lesdites prétentions ont été reconnues paritaires et approuvées par une décision judiciaire ou bien régulièrement déposées devant l'Autorité judiciaire compétente.

En ce qui concerne les droits du fisc, les successions laissées par les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes sur les territoires de l'autre seront imposées à l'égal de celles des nationaux.

6 - Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des ressortissants de l'un des Etats dans l'autre, les Consuls seront autorisés de plein droit à représenter devant toute Autorité locale les héritiers absents, interdits, incapables ou mineurs de leur nationalité en tant que ceux-ci n'ont pas institué d'autres mandataires et seront ainsi officiellement reconnus comme représentant de ces héritiers sans être tenus de prouver leur mandat par une procuration spéciale.

Le Consul étant considéré comme représentant des héritiers ne pourra être personnellement mis en cause devant les Autorités locales relativement à toute affaire concernant la succession.

7 - Les dispositions qui précèdent sont applicable par analogie aux biens meubles ou immeubles qui se trouvent dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui appartiennent à la succession d'un ressortissant de l'autre Partie décédé hors de ce territoire.

8 - Dans le cas où des ressortissants absents ou non représentés de l'une des Hautes Parties Contractantes seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre quelle que soit la nationalité du de cujus, les Consuls pourront agir comme représentant de ces héritiers sans avoir à produire aucune procuration spéciale. Mais l'intervention du Consul ne sera plus admise dès que les ayants-droit de la même nationalité que le Consul seront présents ou représentés.

La présente stipulation ne pourra toutefois porter atteinte aux droits reconnus par des traités aux fonctionnaires consulaires de l'état dont le défunt était ressortissant.

9 - En cas de succession de marins, passagers ou autres voyageurs de l'une des Hautes Parties Contractantes décédés sur le territoire de l'autre, soit à bord d'un navire soit à terre, les Consuls du Pays du défunt seront exclusivement compétents pour dresser les inventaires et faire les autres actes officiels nécessaires en vue de la conservation et la liquidation de la succession.

Les salaires, appointements, valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers, ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, morts à bord d'un navire de l'autre Partie, seront remis dans le port d'arrivée au Consul de leur nation.

ARTICLE 17

Les Consuls des Hautes Parties Contractantes pourront signaler à l'Autorité compétente de l'Etat de résidence l'utilité d'organiser une tutelle ou une curatelle à leurs nationaux mineurs, incapables ou interdits, étant entendu que cette Autorité reste seule juge de la décision à prendre.

ARTICLE 18

En matière de navigation, les attributions des Consuls des Hautes Parties Contractantes seront régies par les dispositions suivantes:

1 - Les Consuls pourront, en se conformant aux règlements du port, faciliter l'entrée et l'expédition des navires du Pays dont ils relèvent et prêter à ces navires leur appui pendant la durée du séjour dans les eaux de leur circonscription consulaire.

Ils pourront cet effet aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après ou'ils auront été admis en libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée et dresser les manifestes.

Il est entendu que le terme "équipage" mentionné au présent article comprend: les officiers, les marine, chauffeurs et toute autre personne engagés à bord des navires.

2 - Les Consuls seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce du Pays dont ils relèvent. Ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à, bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port ou quand une personne du Pays de résidence. Ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mêlée.

Dans tout les autres cas les Autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux Consuls si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

3 - Les Consuls pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord soit dans leur patrie toute personne faisant partie de l'équipage des navires de guerre et de commerce du pays dont ils relèvent, qui auraient déserté sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant soit les registres du bâtiment ou le rôle

de l'équipage, soit un extrait authentique de ces documents que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

Ou donnera en outre aux dits fonctionnaires consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du Consul jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, moyennant un avis donné au Consul trois jours l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si les déserteurs avaient commis quelque infraction à terre, l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal eût rendu sa sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du Pays dans lequel ils auraient déserté, sont exceptés des stipulations du présent article.

4 - Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient souffertes en mer, soient qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relache forcée, seront réglées par les Consuls de leur Nation, à moins que des ressortissants de l'Etat de résidence ou ceux d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas et à défaut d'arrangement à l'amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'Autorité locale.

5 - Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des ressortissants de l'un des deux pays fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les Autorités locales devront en avertir sans retard le Consul compétent.

Toutefois les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux pays qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre, seront dirigées par les Consuls respectifs précités. L'intervention des Autorités locales n'aura lieu dans les deux pays que pour assister les Consuls précités, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des susdits Consuls ou de leurs délégués, les Autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des Autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les fonctions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'Autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne sont sujets au paiement d'aucun droit de douane à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Les attributions des Consuls en matière de navigation mentionnées dans les paragraphes précédents sont exclusives et ne sauraient être étendues en aucune façon à d'autres actes ou formalités.

Il est donc entendu qu'en cas de nécessité, les Autorités territoriales compétentes pourront faire directement, dans les ports de leur pays, à bord des navires de commerce de l'autre partie, une opération en vue d'une instruction, perquisition, saisie, mise en état d'arrestation, arrestation préventive, auditions de témoins, mise à exécution d'un jugement ou d'un autre acte de contrainte officiel.

DISPOSITION GÉNÉRALES

ARTICLE 19

Toutes les dispositions de la présente convention concernant les attributions des Consuls s'appliquent également aux fonctionnaires diplomatiques des Hautes Parties Contractantes en tant que ces derniers sont autorisés à exercer les fonctions consulaires.

ARTICLE 20

Il est en outre convenu que les chefs de poste et les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre et à charge de réciprocité de tous les privilèges et immunités qui sont ou seront accordés aux fonctionnaires de la même classe de la Nation la plus favorisée. Il est donc convenu qu'aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la Nation la plus favorisée ci-dessus prévue pour demander en faveur de ses fonctionnaires consulaires des privilèges et immunités autres que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

ARTICLE 21

La présente Convention, sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes.

EN FOI DE QUOI les soussigné dûment autorisés à cet effet ont revêtu la présente Convention de leurs signatures et y ont apposés, leurs cachets.

Fait à TIRANA en double exemplaires, le 11 Juillet 1927.

Lias Vrioni

Tahir Loutfi